

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous présenterez les limites de l'Union Économique et Monétaire.

Document 1 :

La mise en place de l'euro décidée en 1992 à Maastricht a reposé sur la définition de deux critères [...] de finance publique : des déficits inférieurs à 3% du PIB et une dette maintenue à moins de 60% du PIB [...] Cette configuration n'exclut cependant pas la possibilité d'une « guerre d'usure » entre les politiques budgétaires nationales susceptibles de soutenir l'activité par l'augmentation des dépenses publiques et le creusement de la dette et la politique monétaire maîtrisant les taux d'intérêt. Par ailleurs [...] rien n'empêchait a priori le comportement du « passager clandestin » de la part d'un État membre désireux de laisser filer les déficits publics sans en payer le prix en termes de taux d'intérêt. L'UE s'est donc dotée lors du traité d'Amsterdam du « Pacte de stabilité et de croissance » (PSC). Le Pacte comporte un « volet préventif » puisqu'en cas de risque de dépassement, la Commission adresse une recommandation aux pays concernés, et un « volet répressif » allant d'un dépôt temporaire jusqu'à une amende pouvant atteindre au maximum 0,5% du PIB. Sauf « circonstances exceptionnelles », le PSC vise donc à assurer le respect d'un objectif de finances « saines et équilibrées ».

Source : Florent Aubry-Louis, Michael Sylvain, « Quelle maîtrise de la dette au sein de l'UE ? », Écoflash, n° 216, mars 2007.

Document 2 : Solde des administrations publiques (en % du PIB) et dette publique (en % du PIB) dans quelques pays de l'UE

	Solde des administrations publiques ¹		Dette publique	
	2008	2010	2008	2010
Allemagne	- 0,1	- 5,0	65,6	72,3
Irlande	- 6,3	-11,7	40,8	68,2
Espagne	- 3,4	- 9,8	39,8	53,0
France	- 3,2	- 8,0	67,1	76,0
Royaume-Uni	- 4,6	-11,5	50,1	71,0
Italie	- 2,6	-5,20	105,7	110,3

Source : Commission européenne et Alternative économique, hors-série n° 86, 4^{ème} trimestre 2010.

1. déficit public

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire :

1	Donnez le sens des deux données soulignées. (Document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) :

2	Qu'est ce que le pluralisme politique dans une démocratie ?	3 pts
3	Donnez des exemples d'exercice de la citoyenneté européenne.	4 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Vous devez restituer le sujet et la calculatrice à la fin de l'épreuve**